



www.sonar.bf

2015

RAPPORT ANNUEL SONAR-IARD

On n'est jamais leader par hasard !



Membre du réseau
international



Membre du réseau
Panafricain d'assurances



SOMMAIRE

Présentation du Conseil d'Administration et de l'équipe de direction	4
Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice 2015	6
Compte d'exploitation Générale.....	20
Compte de pertes et profits.....	22
Bilan au 31 décembre 2015	24
Rapport Général du Commissaire aux Comptes à l'Assemblée Générale des Actionnaires	26
Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes.....	28
Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2016 (Comptes - Exercice 2015).....	29
Résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire relative à l'augmentation du capital	31

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION SONAR-IARD



Amadou SANGARE

*Président du Conseil
d'Administration*



Piga Prosper TAPSOBA

*Nouveau Président
du Conseil d'Administration*

ADMINISTRATEURS

Monsieur ZERBO Mamadou

Monsieur COMPAORE Appolinaire

Monsieur TRAD Karim

Monsieur DIALLO Aboubakre

Monsieur OUEDRAOGO Francis

Monsieur OUEDRAOGO Paul Ismael

Monsieur ZIGUELE Martin

LA DIRECTION DE SONAR-IARD

Denis OUEDRAOGO
Directeur Général



Félix ILBOUDO
Directeur Général Adjoint



Justice K. KAMBOU
Directeur de l'Audit Interne et du Contrôle de Gestion



Issa KONSEIGA
Directeur Comptable et Financier



Boubacar G. TRAORE
Directeur de la Production



Emmanuel BADOLO
Directeur des Ressources Humaines et Logistique



Brice Hippolyte HIEN
Directeur de l'Informatique



Abdou Hasine SALIA
Directeur des Sinistres et du Contentieux



Adama ZOUNGRANA
Directeur Commercial et Marketing



Jean-Marie Vianney BEYI
Directeur de SONAR Bobo-Dioulasso



A. Jean-Marie WOBA
Inspecteur du Portefeuille

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Avant de vous présenter le rapport sur l'exercice 2015, nous souhaitons, compte tenu des changements au niveau de la gouvernance de votre société suite au décès de l'ancien Directeur Général, Monsieur André BAYALA et après la dernière assemblée générale ordinaire tenue le 15 mai 2015, vous donner des informations sur la haute direction qui a conduit la société jusqu'à la fin 2015.

AU TITRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

M. Amadou SANGARE, Président du Conseil au cours des six dernières années est un des Représentants Permanents de l'actionnaire État Burkinabè. En fin de mandat, il a été remplacé par **M. Piga Prosper TAPSOBA**. Le Conseil d'Administration en sa réunion du 22 décembre 2015 a nommé **M. Piga Prosper TAPSOBA** comme nouveau Président du Conseil d'Administration pour un mandat de trois ans.

Les autres membres du Conseil d'Administration au cours de 2015 sont :

M. Mamadou ZERBO, Représentant Permanent de l'État Burkinabè ;
M. Appolinaire COMPAORE, Représentant Permanent de Alpha West Africa ;
M. Karim TRAD, Représentant Permanent de Alpha West Africa ;
M. Aboubakre DIALLO, Représentant Permanent du Groupe PLANOR ;
M. Francis OUEDRAOGO, Représentant ses propres intérêts ;
M. Paul Ismael OUEDRAOGO, Représentant les actionnaires minoritaires ;
M. Martin ZIGUELE, Administrateur Indépendant.

Au cours de 2015, le poste vacant de l'Administrateur **M. André BAYALA** décédé n'a pas été pourvu. Le nombre d'Administrateurs, de mars à décembre 2015, est resté donc à huit (08). En rappel, le maximum d'administrateurs autorisé est de douze (12).

AU TITRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE :

L'équipe de la Direction Générale, de mars à décembre 2015, est composée de :

M. Denis OUEDRAOGO, Directeur Général, qui a pris fonction en fin mai 2015 ;
M. Félix ILBOUDO, Directeur Général Adjoint et qui a assuré l'intérim de la Direction Générale de mars à mai 2015 ;
M. Félix ILBOUDO qui a fait valoir ses droits à la retraite pour compter du 31 décembre 2015 a été remplacé à son poste de Directeur Général Adjoint Par **M. Mamadou ZERBO** pour compter du 1^{er} janvier 2016.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Pour ce qui concerne le rapport de gestion, au titre de l'exercice 2015, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen et approbation le présent rapport de gestion portant sur :

- la situation de l'entreprise durant l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- les perspectives de développement et de continuation de l'activité ;
- l'évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement ;
- les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

L'exercice 2015 s'est déroulé dans le contexte ci-dessous synthétisé, en ce qui concerne les facteurs de l'environnement international et national ayant impacté nos activités.

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International concordent sur une baisse de la croissance mondiale pour 2015 sous les deux facteurs conjugués de la baisse des importations des « locomotives internationales » (Chine, Brésil, Turquie) et du recul des prix des matières premières.
- la généralisation des actions terroristes à l'échelle mondiale et la connexité apparente entre les différents groupes terroristes affectent beaucoup plus les pays en voie de développement à économie non diversifiée. Une Etude de Finance & Développement (juin 2015) montre que les pays où le nombre d'actes terroristes est supérieur à la moyenne (1,38 pour les actes de terrorisme international et 7,51 pour les actes de terrorisme intérieur), le niveau de l'Investissement Direct Étranger (IDE) et de l'aide est plus bas.

AU NIVEAU AFRICAIN ET SOUS RÉGIONAL (UEMOA ET CEDEAO)

- la baisse de la croissance mondiale signalée plus haut affecte la croissance des pays en Afrique Subsaharienne. Les taux de croissance projetés vont se situer par exemple à moins de 4% pour le Burkina et à moins de 0,3% pour la Guinée.
On note néanmoins que certains pays africains auront des taux de croissance élevés : plus de 8% pour la République Démocratique du Congo et la Côte D'Ivoire, plus de 9% pour le Tchad.
- la détérioration du taux de change entre les monnaies du Ghana et du Nigéria d'une part et le dollar américain d'autre part, a eu un impact négatif sur la performance du groupe bancaire Ecobank, un acteur majeur de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

AU NIVEAU DU BURKINA FASO

- la scène politique particulièrement instable, marquée par l'insurrection populaire en octobre 2014 et la tentative de coup d'État militaire sur le gouvernement de transition en septembre 2015 a mis à rude épreuve les acteurs économiques.
- la croissance du PIB, qui provient essentiellement de la production de l'or et du coton, représentant plus de 80% des recettes d'exportations, a été pénalisée en 2014 et en 2015 par la chute des prix des matières premières.

AU NIVEAU DU SECTEUR DES ASSURANCES

- ▶ malgré le contexte général difficile pour les affaires en 2015, le secteur des assurances du Burkina a connu un taux de croissance supérieur à celui du PIB projeté. En effet, les données provisoires de l'APSAB indiquent un chiffre d'affaires du Marché en assurance dommages de l'ordre de 38,5 milliards de FCFA, en hausse de 16,67% comparé au montant de 33,02 milliards de FCFA en 2014.
Huit sociétés IARD se partagent ce chiffre d'affaires avec une part de près de 28% pour SONAR-IARD, la plaçant toujours au premier rang.
- ▶ l'année 2015 a vu l'adoption par la CIMA d'un certain nombre de textes réglementaires mais qui n'ont pas eu d'impact sur les activités de 2015. Il s'agit :
 - du règlement n°002/CIMA/PCMA/PCE/2015 relatif à l'agrément et au contrôle de la réassurance et des entreprises de réassurance ;
 - de la circulaire N° 001/CIMA/CRCA/PDT/2015 relative à la réévaluation des actifs des entreprises d'assurances.
- ▶ en plus, la CIMA a été exigeante sur le respect de production des situations statistiques périodiques et des états financiers semestriels imposée par un règlement datant de 2014.

AU NIVEAU DU GROUPE SONAR

- ▶ l'évaluation interne du Plan Stratégique SONAR Vision 2015 et le lancement du processus de réflexion pour un nouveau plan à travers les actions inscrites dans le budget 2016 ;
- ▶ la poursuite de l'étude prospective et rapprochement avec une société de la zone CEMAC dans l'optique de notre déploiement à l'international ;
- ▶ le renforcement de l'innovation au niveau de la filiale SONAR VIE par la création de nouveaux produits ;
- ▶ l'audit social demandé par la Direction Générale et exécuté par un consortium de cabinets d'études.

AU NIVEAU PARTICULIER DE SONAR-IARD

- ▶ la disparition en mars 2015 du Directeur Général, Monsieur André BAYALA ;
- ▶ la nomination par le Conseil du nouveau Directeur Général, Monsieur Denis OUEDRAOGO en fin mai 2015 ;
- ▶ la reconduction pour la 7^e fois consécutive de la « **Note A avec perspective stable** » à SONAR-IARD par l'agence de notation financière internationale Global Credit Rating ;
- ▶ la certification à la Norme ISO 9001 Version 2008 de SONAR-IARD par le Bureau Veritas Certification ;
- ▶ le changement au dernier conseil de l'année 2015 du Président du Conseil d'Administration : Monsieur Amadou SANGARE, en fin de mission est remplacé par Monsieur Prosper TAPSOBA ;
- ▶ le départ à la retraite du Directeur Général Adjoint Monsieur Félix ILBOUDO et son remplacement par Monsieur Mamadou ZERBO qui prend fonction le 1^{er} janvier 2016.
- ▶ la production pour la, première fois des états financiers et statistiques semestriels conformément à la norme CIMA et soumis à la certification du Commissaire aux Comptes.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

C'est dans ce contexte général que la SONAR-IARD a conduit au cours de l'année 2015 ses activités que nous résumons ci-après ;

A. LA SITUATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE AU 31 DÉCEMBRE 2015

La SONAR-IARD a terminé l'année 2015 avec :

- ▶ un chiffre d'affaires de **10 709 559 120 FCFA** en croissance de 8,45% par rapport à 2014 ;
- ▶ une charge de sinistre de **8 865 297 861 FCFA** contre 4 536 314 475 FCFA en 2014 soit une forte progression de 95% ;
- ▶ des frais généraux décaissables de **3 861 770 339 FCFA** en hausse de 14,96% ; dont commissions : 1 215 103 543 FCFA
- ▶ des amortissements et provisions de **326 478 693 FCFA** ;
- ▶ **un résultat brut d'exploitation bénéficiaire de 1 012 818 249 FCFA** ;
- ▶ **un bénéfice net de 1 123 171 659 FCFA**.

Les commentaires de ces chiffres se présentent comme suit :

▶ I. RECETTES

(Crédit du compte d'exploitation générale)

I.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires 2015 toutes branches confondues s'établit à **10 709 559 120 FCFA** contre 9 866 335 870 FCFA en 2014. Il augmente de 8,45% par rapport à l'exercice précédent et représente 99,46% des prévisions budgétaires, comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 1 : comparatif des chiffres d'affaires 2014 et 2015

BRANCHES	C.A. 2014	Prévisions 2015	C.A. 2015	Taux de Réalisation %	<u>C.A. 2015</u> C.A. 2014
AUTOMOBILE	3 542 290 261	3 949 260 144	3 897 107 231	98,68	10,02
INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 019 082 115	1 037 866 099	1 099 208 600	105,91	7,86
TRANSPORT	940 703 440	950 750 000	934 986 790	98,34	-0,61
RISQUES DIVERS	4 244 503 506	4 644 923 757	4 242 838 114	91,34	-0,04
dont : Maladie	1 260 886 637	1 354 472 783	1 352 750 094	99,87	7,29
R C Général	299 424 879	373 394 579	312 621 016	83,72	4,41
Indiv. Accident	320 863 127	341 266 895	144 558 416	42,36	-54,95
Autres Risques	2 363 328 863	2 575 789 500	2 432 908 587	94,45	2,94
TOTAL ASS. DIRECTE	9 746 579 322	10 582 800 000	10 174 140 735	96,14	4,39
ACCEPTATIONS	128 198 682	184 400 000	535 418 385	290,36	317,65
TOTAL GÉNÉRAL	9 874 778 004	10 767 200 000	10 709 559 120	99,46	8,45

L'analyse par branche se présente comme suit :

▶ AUTOMOBILE

La branche Automobile a enregistré un chiffre d'affaires en 2015 de 3 897 107 231 FCFA en hausse d'un peu plus de 10% par rapport à 2014 et correspondant à un taux de réalisation budgétaire de 98,68%.

La croissance du chiffre d'affaires de cette branche est liée au maintien en portefeuille de la plupart des affaires souscrites en 2014 et à l'acquisition de nouvelles affaires notamment par le renforcement du partenariat avec les intermédiaires. D'importantes affaires ont par exemple été réalisées avec l'agence générale OMEGA ASSUR qui a vu ses prévisions dépassées de 60%. Aussi, le portefeuille Automobile est ressorti plus assaini en 2015 comparativement à 2014, en témoigne la faiblesse des annulations avec son impact positif sur le chiffre d'affaires. On note toutefois deux principaux facteurs expliquant la non atteinte des prévisions : le départ de certains clients du fait de la sous tarification systématique pratiquée par la concurrence et la multiplication des contrats temporaires du fait des exigences de l'article 13 du Code CIMA.

► INCENDIE ET MULTIRISQUES

Cette branche est la seule en 2015 à avoir dépassé ses prévisions de budget. Elle est en progression de 7,86% par rapport à l'exercice précédent avec un chiffre d'affaires de 1 099 208 600 FCFA en 2015 contre 1 019 082 115 FCFA en 2014. Cette performance est expliquée par le renouvellement de la plupart des affaires et par la réalisation de nouvelles dans la cimenterie et dans le secteur minier notamment avec CIMFASO (nouvelle affaire de 42 millions de FCFA) et African Underground Mining (nouvelle affaire de 41 millions de FCFA). L'acquisition de nouvelles affaires a d'ailleurs atténué la baisse de la prime de renouvellement constatée sur certaines polices de sociétés d'Etat en risques industriels.

► TRANSPORT

La branche Transport clôture l'exercice 2015 avec un recul de 0,61% de son chiffre d'affaires et réalise 98,34% de ses prévisions budgétaires. Cette branche a durement ressenti les effets de la conjoncture économique morose avec la baisse du volume des importations et la suspension d'activités de certaines sociétés minières qui pesaient dans le portefeuille. Le Transport a aussi subi la réduction des primes de renouvellement et la baisse de primes de régularisation de polices importantes (Exemples : non renouvellement de la police Société Minière de Bélahourou (SMB) pour 52 millions de FCFA ; baisse de la prime Air Burkina pour 12 millions de FCFA...). L'effet conjugué de ces différents facteurs a entraîné un manque à gagner d'un peu plus de 95 millions.

► RISQUES DIVERS

Les Risques Divers ont connu un léger repli de production par rapport à 2014 avec un niveau de réalisation budgétaire de 91,34%. Cette situation cache quelques disparités entre les sous branches dont le comportement est résumé comme suit :

Maladie

Le chiffre d'affaires de cette branche malgré, une hausse de 7,29% par rapport à 2014 reste légèrement en deçà de ses prévisions avec un niveau d'atteinte de 99,87%. Cette performance tient au renouvellement des principales polices du portefeuille, à l'acquisition d'affaires nouvelles pour plus de 48 millions et à l'amélioration des conditions de renouvellement de quelques polices. Elle aurait été davantage meilleure n'eût été l'amputation de plus de moitié de la prime de renouvellement d'un gros client, AIRTEL, du fait de la réduction significative des garanties (Emission 2015 : 104 872 182 FCFA de prime nette contre 200 122 300 FCFA en 2014).

Responsabilité Civile Générale

Cette sous branche est en hausse de 4,41% par rapport à 2014 avec un taux de réalisation de 83,72% des prévisions. La faiblesse du taux de réalisation est liée aux difficultés rencontrées par le secteur minier suite à la baisse prolongée du cours de l'or. Cette situation a entraîné une perte d'un peu plus de 60 millions de FCFA avec notamment Kalsaka Mining (20 millions de FCFA) et Société des Mines de Belahourou (42 millions de FCFA).

S'agissant des autres facteurs dont les effets ont été aussi ressentis par cette sous branche en termes de production, on peut retenir la suspension des souscriptions du produit RC Vigile.

Individuelle Accident

Sur une prévision de 341 266 895 FCFA l'Individuelle, enregistre un taux d'exécution des plus faibles, soit 42%. Par rapport à 2014, le chiffre d'affaires est en net recul de 55% pour se situer à 144 558 416 FCFA en 2015. Cette contre-performance est principalement liée au non renouvellement en 2015 de la police de l'Etat en Individuelle voyage (Travel) dont la prime en jeu qui est de 171 millions constituait 45,80% des prévisions de cette sous branche.

Les Autres Risques

Cette sous branche est en hausse de 2,94% par rapport à 2014 avec un taux d'exécution budgétaire de 94,45%. Elle a fortement subi les effets négatifs de la baisse du cours de l'or à travers la réduction considérable de la prime de renouvellement de certaines polices. On note toutefois que l'extension des activités d'un de nos clients minier occasionnant ainsi de très bonnes conditions de renouvellement en 2015 a permis d'amortir dans une certaine mesure les effets de la baisse du cours de l'or. Il s'agit du client Essakane qui nous a apporté un chiffre d'affaires de 1 642 717 277 FCFA en 2015 en hausse de 20% (281 millions de FCFA en volume) comparé à sa prime de 2014.

► ACCEPTATIONS

Le chiffre d'affaires en acceptations 2015 s'élève à 535 418 385 FCFA pour une prévision de 184 400 000 FCFA soit un taux de réalisation et d'exécution de respectivement de 317,65% et de 290%. Cette performance exceptionnelle de 2015 est liée à la régularisation des acceptations relatives à des opérations de 2014 avec GlobusRe.

I.2. LES PROVISIONS DE PRIMES

Les provisions pour risques en cours à la clôture de 2015 s'élèvent à 3 929 687 068 FCFA quasiment stationnaires par rapport à l'ouverture où elles étaient de 3 933 337 927 FCFA.

S'agissant des Provisions pour Annulation de Primes, elles ont baissé de 19% passant de 41 635 049 FCFA à l'ouverture de 2015 à 33 588 407 FCFA à la clôture.

I.3. LA RÉASSURANCE

Pour l'exercice 2015, sur un chiffre d'affaires total de 10 709 559 120 FCFA, les cessions en réassurance sont de 4 687 248 398 FCFA soit un taux de cession de 43,77% en légère hausse par rapport à 2014 où il était de 41,11% avec un montant de 4 056 054 687 FCFA.

I.4. LES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE

Après déduction des primes cédées et la part des Réassureurs dans les provisions pour risques en cours, les Primes acquises nettes de réassurance de l'exercice 2015 s'élèvent à 6 045 015 063 FCFA contre 6 699 134 550 FCFA en 2014 soit une baisse de 9,76%.

I.5. LES PRODUITS**► LES PRODUITS FINANCIERS**

Les produits financiers 2015 s'élèvent à 1 564 590 443 FCFA en baisse de 1,46% par rapport à 2014 où ils étaient de 1 587 770 205 FCFA. Ce léger repli est consécutif à la baisse des dividendes notamment celles de ECOBANK Burkina comparativement à 2014 et au déblocage de fonds importants pour la participation au capital de Wary Bank International en création, autorisé par le Conseil.

► LES AUTRES PRODUITS

D'un montant de 262 959 157 FCFA, ce poste est pour l'essentiel constitué de produits d'apéritif en hausse de 138,86% par rapport à 2014 où il était de 110 087 121 FCFA.

► II. DÉPENSES

(Débit du Compte d'Exploitation Générale)

II.1. SINISTRES

Au 31 Décembre 2015, les sinistres payés, toutes branches et tous exercices de survenance confondus, s'élèvent à 3 374 461 602 FCFA contre 3 056 637 509 FCFA en 2014, soit une hausse de 10,40%, qui traduit l'effort d'amélioration de la cadence de règlement des sinistres.

Le taux de réalisation budgétaire est de 81,01% dont 71,88% pour l'assurance directe comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 2 : sinistres payés au 31 décembre 2015

BRANCHES	Réalizations 2014	Prévisions 2015	Réalizations 2015	Taux de Réalisation %	Réal. 2015 Réal. 2014
AUTOMOBILE	1 355 275 894	2 000 000 000	1 553 652 761	77,68	14,64
INCENDIE ET MULTIRISQUES	399 308 161	500 000 000	221 730 057	44,35	-44,47
TRANSPORT	216 299 943	277 000 000	117 211 248	42,31	-45,81
RISQUES DIVERS	998 383 035	1 144 646 000	1 211 228 366	105,82	21,32
dont : Maladie	819 814 896	712 646 000	841 070 166	118,02	2,59
R C Générale	55 362 687	100 000 000	122 262 257	122,26	120,84
Indiv. Accident	10 788 797	20 000 000	294 137	1,47	-97,27
Autres Risques	112 416 655	312 000 000	247 601 806	79,36	120,25
TOTAL ASS. DIRECTE	2 969 267 033	3 921 646 000	3 103 822 432	79,15	4,53
RECOURS (*)	7 906 108	72 000 000	20 971 573	29,13	165,26
ACCEPTATIONS	51 960 821	315 860 000	227 038 812	71,88	336,94
PARTICIPANTS AUX EXCÉDENTS (*)	63 536 599		14 856 667		-76,62
PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES	106 852 362		79 428 598		-25,67
TOTAL GÉNÉRAL	3 056 637 509	4 165 506 000	3 374 461 602	81,01	10,40

(*) A déduire

II.2. PROVISIONS POUR SINISTRES À PAYER

Les provisions pour sinistres à payer s'élèvent à la fin de l'exercice à 16 866 355 792 FCFA contre 11 195 519 534 FCFA en fin 2014, en hausse de 49,04%. Cette situation est liée à des sinistres exceptionnels survenus en 2015 dont celui de WATAM KAISER (SAP SONAR pour 2 147 483 640 FCFA) et deux sinistres SONABEL (SAP SONAR de 220 000 000 FCFA).

II.3. RÉASSURANCE

Les sinistres payés à la charge des Réassureurs sont de 1 291 447 761 FCFA contre 602 148 959 FCFA en 2014, en hausse de 114,47% en lien avec les gros sinistres payés en 2015 avec la contribution des réassureurs.

Exemples :

- Sinistre Incendie de SMB, survenu en 2014 et réglé en 2015 pour 603 894 600 FCFA dont 11 286 790 FCFA par SONAR-IARD et le reste par les réassureurs.
- Sinistre Incendie de SMB, survenu en 2013 et réglé en 2015 pour 222 280 312 FCFA dont 4 154 419 FCFA par SONAR-IARD et le reste par les réassureurs.

Les provisions pour sinistres à payer à la charge des Réassureurs s'élèvent à 6 820 550 345 FCFA contre 2 678 211 117 FCFA à la clôture de 2014 soit une hausse de 154,66% essentiellement liée aux sinistres majeurs de WATAM KAISER et SONABEL cités dans le point 2°) ci-dessus.

II.4. CHARGE DE SINISTRES NETTE DE RÉASSURANCE

Après déduction de la part des Réassureurs dans les sinistres payés et provisions pour sinistres à payer, la charge nette de sinistres 2015 est de 3 431 510 872 FCFA contre 3 530 535 291 FCFA en 2014. Le taux de sinistralité nette est de 56,76% en 2015 contre 52,90% en 2014 expliqué par la branche Automobile (50,06% des sinistres payés hors acceptations) et la branche Maladie (27,10% des sinistres payés hors acceptations).

II.5. FRAIS GÉNÉRAUX DÉCAISSABLES

Le budget de fonctionnement 2015 a été exécuté à 98,29% et en hausse de 14,96% comparé au réalisé de 2014 comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 3 : réalisation de frais généraux décaissables au 32 décembre 2015

CHAPITRES	Réalisations 2014	Prévisions 2015	Réalisations 2015	Taux de Réalisation %	Réal. 2015 Réal. 2014
FRAIS DE PERSONNEL	1 010 353 331	1 117 042 529	1 129 636 007	101,13	11,806
IMPÔTS & TAXES	213 692 314	241 553 146	216 871 458	89,78	1,488
TRAV. FRES. & SCES. EXT.	539 800 856	592 394 300	568 973 879	96,05	5,404
TRANSPORT & DÉPLTS	34 061 666	55 820 000	32 548 078	58,31	-4,444
COMMISSIONS & COURTAGES	974 684 814	1 174 964 980	1 215 103 543	103,42	24,666
FRAIS DIV. DE GESTION	466 923 942	617 296 054	491 904 515	79,69	5,350
FRAIS FINANCIERS	119 522 514	130 000 000	206 732 859	159,03	72,966
TOTAUX	3 359 039 437	3 929 071 009	3 861 770 339	98,29	14,967

L'analyse par chapitre est la suivante :

▸ FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel sont en hausse de 11,80% par rapport à 2014 du fait des effets conjugués des avancements, des nouveaux recrutements et de la rémunération du nouveau Directeur Général, étant entendu que celle de l'ancien Directeur Général était classée dans la rubrique honoraire.

► IMPÔTS ET TAXES

Ce poste est réalisé à 89,78% de la prévision budgétaire en lien essentiellement avec les frais de contrôle indexés sur le chiffre d'affaires dont la prévision n'a pas été atteinte.

► TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS

Ce chapitre enregistre une réalisation budgétaire de 96,05% et est en hausse de 5,40% par rapport à l'exercice 2014. Cette hausse est impactée surtout par les primes d'assurances versées dont l'Indemnité de Fin de Carrière (IFC) du nouveau Directeur Général, les frais d'entretien du parc informatique et les honoraires de recouvrement des primes non reversées par le courtier Arisk.

► TRANSPORT ET DÉPLACEMENT

Ce poste est exécuté à 58,31% du budget du fait de la non réalisation de certaines missions à l'extérieur et de l'économie sur les frais de voyage des Administrateurs non résidents qui n'ont pas pu participer à certains conseils.

► COMMISSIONS ET COURTAGES

Le montant réalisé est de 1 215 103 543 FCFA en hausse de 24,66% par rapport à 2014 pour un montant de 974 684 814 FCFA du fait de plusieurs facteurs :

- La hausse des commissions en acceptations de 92 millions de FCFA en 2014 à 214 millions de FCFA en 2015 liée à la régularisation des acceptations relatives à des opérations de 2014 avec GlobusRe ;
- les commissions non automatisées qui passent de 12 millions de FCFA en 2014 à 70 millions de FCFA dont les plus gros bénéficiaires sont les courtiers SICAR (29 386 001 FCFA), Gras Savoye (11 085 358 FCFA), OMEGA (10 861 265 FCFA) et Vincent et Associés (1 980 664 FCFA) ;
- les primes de motivation des conseillers commerciaux IARD pour 16 200 000 FCFA.

► FRAIS DIVERS DE GESTION

Le montant exécuté est de 491 904 515 FCFA en 2015 contre 466 923 942 FCFA en 2014 soit une hausse de 5,35% impactée surtout par les rubriques publicité, fournitures informatiques et rémunération des administrateurs.

► FRAIS FINANCIERS

Les Frais Financiers ont un taux d'exécution de 159,03% et sont en hausse de 72,96% par rapport à 2014, hausse induite par l'augmentation concomitante des intérêts versés sur les dépôts des réassureurs et des intérêts et commissions bancaires.

Pour le détail en volume et en variation sur les placements, voir infra (Tableau 7 : situation des placements par véhicule).

II.6. LA RÉALISATION DU BUDGET DES INVESTISSEMENTS

Le budget des investissements est réalisé à 70,58%.

L'écart de réalisation est imputable aux dépenses non réalisées et reportées en 2016 concernant les travaux du nouveau bâtiment devant abriter le Siège Social et de l'immeuble de SONAR Bobo, à la non réalisation de certaines dépenses de la rubrique matériel et mobilier de bureau (taux d'exécution de 56,23%) et du report en 2016 de certaines investissements du Schéma Directeur Informatique compte tenu de l'état d'avancement de la phase conceptuelle.

II.7. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Le montant des amortissements des équipements et immeubles de rapport en 2015 est de 198 264 669 FCFA en baisse de 8,20% par rapport à 2014 pour un montant de 215 984 047 FCFA.

Le montant des amortissements des immeubles de placement est de 122 880 360 FCFA identique à 2014.

L'ensemble des dotations aux amortissements est de 321 145 029 FCFA contre 338 864 407 FCFA en 2014 soit une baisse de 5,22%.

La dotation aux provisions est de 5 333 664 FCFA et concerne les actions cotées.

II.8. PART DES RÉASSUREURS DANS LES FRAIS GÉNÉRAUX

La part des Réassureurs dans les frais généraux est de 760 013 490 FCFA en 2015 pour 484 778 657 FCFA en 2014 en hausse de 56,77%.

II.9. SOLDE DU COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE

Du rapprochement du Débit et du Crédit du compte d'exploitation générale, il se dégage un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1 012 818 249 FCFA en fin 2015 contre 1 653 331 399 FCFA en fin 2014 soit une baisse de 38,74%. Cette baisse est expliquée par la baisse importante de certains produits et la hausse importante de certaines charges :

► BAISSÉ DES PRODUITS

L'écart entre les plus values réalisées sur cessions des actions : 600 millions de FCFA en 2014 sur la cession des actions BOA Burkina et 200 millions de FCFA en 2015 sur la vente des actions Ecobank Burkina, soit une baisse des produits de 400 millions de FCFA.

► HAUSSE DES CHARGES

- La hausse des frais financiers induite par l'augmentation concomitante des intérêts versés sur les dépôts des réassureurs et des intérêts et commissions bancaires.
- La hausse de certaines rubriques des frais généraux comme développé dans les paragraphes précédents.

► III. COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS**► Profits sur exercices antérieurs**

Ce poste enregistre 501 043 375 FCFA composé en grande partie d'opérations de réassurances de l'exercice 2014 régularisées en 2015 et passées en hors exploitation, dans le compte général de pertes et profits.

► Profits exceptionnels

Les profits exceptionnels, d'un montant de 15 136 080 FCFA comprennent des encaissements d'arriérés et diverses opérations régularisées de l'exercice.

► Plus values de cession

Les plus values sur cession, d'un montant de 201 417 706 FCFA concernent la plus value sur cession d'actions Ecobank Burkina à SONAR-VIE et sur les éléments d'actifs corporels.

► **Profit de change**

Pour un montant de 629 282 FCFA , cette rubrique représente les différences de change à notre faveur.

► **Pertes sur exercices antérieurs**

Ce poste regroupe les pertes sur exercices antérieurs d'un montant de 172 059 466 FCFA composés essentiellement des régularisations en réassurance.

► **Pertes exceptionnelles**

Il s'agit de pertes sur créances pour un montant de 279 475 FCFA.

► **Pertes de change**

Il s'agit de différences de change à notre défaveur pour un montant de 20 992 FCFA.

► **Impôt sur les sociétés (IS)**

L'impôt sur les sociétés de 2015 est de 435 513 100 FCFA en baisse de 11,26% par rapport au montant de 490 796 625 FCFA en 2014.

► **Bénéfice de l'exercice**

Le bénéfice net de l'exercice 2015 est de 1 123 171 659 FCFA en baisse de 11,48% comparé à 2014 pour un montant de 1 268 869 002 FCFA.

En rappel, le bénéfice net prévu dans le budget 2015 est de 780 377 919 FCFA soit une réalisation de 143,92%.

► IV. BILAN

Le total Bilan avant affectation de résultat est de 35 926 513 261 FCFA contre 26 726 660 969 FCFA en 2014 soit une hausse de 34,42%.

► V. RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA

V.1. MARGE DE SOLVABILITÉ

La marge de solvabilité est excédentaire de 4 645 159 746 FCFA contre 3 639 906 099 FCFA constaté en 2014 soit une hausse de 27,61%.

V.2. COUVERTURE DES ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Nos engagements réglementés sont couverts à 116,61%. Le ratio minimal exigé est de 100%.

B. LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE NOTAMMENT EN MATIÈRE DE CONTINUATION DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Pour la septième notation financière consécutive depuis 2009, la SONAR-IARD s'est vue attribuée la « **Note A avec perspective stable, valide jusqu'en fin octobre 2016** » par l'Agence de notation financière Global Credit Rating basée à Johannesburg en Afrique du Sud. La perspective stable traduit la stabilité des fondamentaux de la société qui ne nécessitent pas une attention particulière de l'agence de notation, jusqu'à la prochaine notation.

Les états financiers au 31/12/2015 qui vous sont présentés confortent cette position :

- ▶ le total bilan est en hausse de **34,42%** entre fin 2014 et 2015 ;
- ▶ le résultat net dégagé de **1 123 171 659 FCFA** est supérieur au montant du capital minimum exigé pour la création d'une société d'assurance dans la zone CIMA ;
- ▶ les capitaux propres avant répartition du résultat 2015 se chiffrent à **5 734 397 729 FCFA** en hausse de 10,54% comparé à 2014 pour un montant de 5 187 226 072 FCFA ;
- ▶ la trésorerie immédiate (Caisses, Banques, CCP) se chiffre à **3 389 422 009 FCFA**.

Le taux de couverture des engagements réglementés est supérieur à la norme de 100% avec un surplus de représentation de 3 558 268 277 FCFA.

Les comptes 2015 qui vous sont présentés ainsi que le présent rapport ont été soumis à notre Commissaire aux Comptes qui vous présentera son rapport.

Notre Commissaire aux Comptes est inscrit à l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Burkina (ONECCA-BF) et est agréé par la CRCA dans les conditions prévues par le Code CIMA.

C. ÉVOLUTION DE LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE ET LE PLAN DE FINANCEMENT/PLACEMENT

▶ I. SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie immédiate est en baisse de moins de 1% entre le 31/12/2014 et le 31/12/2015 et se situe à 3 389 422 009 FCFA en fin 2015 du fait d'importantes prises de participations effectuées courant 2015 et la hausse du montant des sinistres payés (10,40% comme vu plus haut).

Le tableau ci-dessous donne les détails de la trésorerie immédiate :

Tableau 4 : Situation de trésorerie immédiate au 31/12/2015

Éléments de trésorerie	2014	2015	Évolution 2014/2015 en %
CAISSE	8 347 611	4 167 629	-50,074
BANQUES ET CCP	3 402 287 544	3 385 254 380	-0,501
TOTAL TRÉSORERIE IMMÉDIATE	3 410 635 155	3 389 422 009	-0,622

II. ÉTAT DES PLACEMENTS

Au 31/12/2015, le montant des placements se situe à 18 356 972 154 FCFA en hausse de 8,93% par rapport à 2014 qui présentait un montant de 16 852 526 620 FCFA.

La répartition de nos placements par groupe de véhicules est synthétisée dans le tableau ci-après :

Tableau 5 : Situation des placements par véhicule de placement au 31/12/2015

Véhicules de placement	Montant bilan au 31/12/2014	Montant bilan au 31/12/2015	Évolution 2014/2015 en %
TITRES DE PARTICIPATION	4 451 294 670	5 225 457 170	17,39
TITRES ET OBLIGATIONS	6 798 097 679	7 352 648 819	8,16
DÉPÔTS À TERME	2 920 000 000	3 120 000 000	6,85
TITRES À COURT TERME (TITRES D'ÉTAT)	-	-	-
PRÊTS (AVEC INTÉRÊTS)	205 731 622	181 463 516	-11,80
IMMEUBLES DE PLACEMENT (MONTANT BRUT)	2 477 402 649	2 477 402 649	0,00
TOTAL	16 852 526 620	18 356 972 154	8,93

D. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE DU RAPPORT DE GESTION

Sur le plan économique et financier, nous n'avons détecté aucun événement postérieur pouvant remettre en cause les états financiers qui vous sont soumis.

Pour rappel, en vertu des articles 49 et 71 du Droit Comptable OHADA, obligation est faite aux dirigeants d'exposer les événements importants survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes dans le rapport de gestion.

Nous signalons que la société a été contrôlée par la CRCA du 07 au 11 mars 2016.

Le rapport provisoire est attendu mais à l'issue de la mission une réunion de clôture s'est tenue entre l'équipe de la mission de contrôle et le Comité de Direction de SONAR-IARD.

En entendant les précisions du rapport, cette réunion nous conforte que ces états financiers ne seront pas fondamentalement remis en cause.

CONCLUSION

Malgré le contexte économique international peu favorable en 2015 pour les pays en voie de développement, malgré un contexte socio-politique national difficile qui a renforcé l'attentisme des investisseurs tout au long de l'année et le contexte de deuil interne au Groupe SONAR ayant entraîné un renouvellement de la haute direction, votre société termine l'année avec des indicateurs au vert :

- Le chiffre d'affaires a dépassé pour la première fois la barre de dix milliards de FCFA ;

- le résultat net prévisionnel 2015 est réalisé à plus de 143% avec un bénéfice net supérieur au milliard de FCFA ;
- les ratios réglementaires sont respectés malgré une sinistralité exceptionnelle qui a augmenté nos engagements réglementés.

En prenant en compte le processus d'augmentation de capital par distribution gratuite d'actions aux actionnaires, dont le point vous sera fait au cours du présent Conseil et tenant compte de la nécessité de renforcer les fonds propres pour des investissements stratégiques et au regard du bénéfice net d'impôt, nous proposons au Conseil d'Administration la répartition du bénéfice disponible (report à nouveau auquel s'ajoute le résultat net d'impôt de l'exercice 2015) selon le tableau ci-après :

Tableau 6 : Proposition de répartition du bénéfice disponible

BÉNÉFICE DE L'ANNÉE 2015	1 123 171 659
DOTATION À LA RÉSERVE LÉGALE (10% DU BÉNÉFICE)	-
SOLDE RESTANT	1 123 171 659
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	82 670 832
BÉNÉFICE DISTRIBUABLE	1 205 842 491
DIVIDENDE BRUT (2 800 x 144 000)	403 200 000
▫ dont IRVM de 12.5% de dividende brut	50 400 000
▫ dividende net 2 450 x 144 000	352 800 000
SOLDE RESTANT	802 642 491
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	600 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	100 000 000
REPORT À NOUVEAU	102 642 491

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

Tableau 7 : Situation des capitaux propres après répartition du bénéfice

CAPITAL SOCIAL	1 440 000 000
RÉSERVES LÉGALES	341 514 788
RÉSERVES FACULTATIVES	2 247 040 452
REPORT À NOUVEAU	102 642 491
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	1 200 000 000
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	5 331 197 731

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous remercions et félicitons le personnel pour ses efforts soutenus, son professionnalisme et sa mobilisation et particulièrement au cours de cette année 2015, compte tenu du contexte interne à la SONAR et du contexte national. Nous remercions le Commissaire aux Comptes pour ses diligences et notre clientèle pour sa fidélité à notre Société et les partenaires pour leur confiance renouvelée. Merci à vous, chers actionnaires pour la confiance renouvelée et nous espérons votre engagement à soutenir la société dans les chantiers stratégiques pour lui permettre de vous assurer un retour sur investissement toujours régulier, toujours croissant.

*Pour le Conseil d'Administration,
le Président Prosper Piga TAPSOBA*

1. COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2015

DÉBIT			
DÉSIGNATIONS	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
Prestations et frais payés	3 374 461 603	1 291 447 761	2 083 013 842
Provisions de sinistres à la clôture	16 686 355 792	6 820 550 345	9 865 805 447
Provisions de sinistres à l'ouverture	11 195 519 534	2 678 211 117	8 517 308 417
Prestations et frais de l'exercice	8 865 297 861	5 433 786 989	3 431 510 872
Commissions de l'exercice	1 215 103 543		
AUTRES CHARGES			
Frais de personnel	1 129 636 007		
Impôts et taxes	216 871 458		
Travaux fournitures et services extérieurs	568 973 879		
Transport et déplacement	32 548 078		
Frais divers de gestion	491 904 515		
Dotations aux amortissements	198 264 669		
Dotations aux provisions	5 333 664		
Autres charges de l'exercice	2 643 532 270		
Commissions et charges de l'exercice	3 858 635 813	760 013 490	3 098 622 323
CHARGE DES PLACEMENTS			
Frais financiers :			
▪ sur titres	35 432 754		
▪ sur immeubles de placement	-		
▪ autres frais	171 300 105		
Dotations aux amt. des valeurs de plct.	122 880 360		
	329 613 219		329 613 219
RÉSULTAT D' EXPLOITATION			1 012 818 249
			7 872 564 663

COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2015

CRÉDIT			
DÉSIGNATIONS	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
Primes et accessoires (nets d'annul.)	10 709 559 120	4 687 248 398	6 022 310 722
Provisions pour risques en cours à l'ouverture	3 933 337 927	120 491 472	3 812 846 455
Provisions pour risques en cours à la clôture	3 929 687 068	131 498 312	3 798 188 756
Provisions pour annulation de primes à l'ouverture	41 635 049	0	41 635 049
Provisions pour annulation de primes à la clôture	33 588 407	0	33 588 407
Primes de l'exercice	10 721 256 621	4 676 241 558	6 045 015 063
PRODUITS FINANCIERS			
Sur titres	1 025 877 418		1 564 590 443
Sur immeubles de placement	330 707 772		
Autres produits	208 005 253		
	1 564 590 443		
AUTRES PRODUITS			
Produits accessoires	262 959 157		262 959 157
			7 872 564 663

2. COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS AU 31 DÉCEMBRE 2015

DÉBIT		CRÉDIT	
LIBELLÉS	MONTANT	LIBELLÉS	MONTANT
Pertes sur exercices antérieurs	172 059 466	Profit d'exploitation de l'exercice	1 012 818 249
Pertes exceptionnelles	279 475	Profits sur exercices antérieurs	501 043 375
Perte de change	20 992	Profit de change	629 282
Impôts sur les bénéfices	435 513 100	Profits exceptionnels	15 136 080
Bénéfice de l'exercice	1 123 171 659	Plus value de cessions	201 417 706
	1 731 044 692		1 731 044 692

3. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015

ACTIF				
DÉSIGNATIONS	MONTANTS BRUTS	AMORTIS. ET PROVISIONS	MONTANTS NETS	TOTAUX PARTIELS
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				18 282 071
▪ Brevets et licences	326 692 354	309 411 383	17 280 971	
▪ Fonds de Commerce	1 001 100	0	1 001 100	
	327 693 454	309 411 383	18 282 071	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				1 918 498 149
▪ Terrains	893 857 582		893 857 582	
▪ Immeubles bâtis	3 138 165 992	2 973 941 442	164 224 550	
▪ Matériels de transport	250 240 000	235 109 149	15 130 851	
▪ Mobiliers	184 054 266	137 308 292	46 745 974	
▪ Matériels	993 166 898	900 502 765	92 664 133	
▪ Agenc. Amenag. Installat.	859 097 060	556 745 328	302 351 732	
▪ Immobilisations en cours	403 523 327		403 523 327	
	6 722 105 125	4 803 606 976	1 918 498 149	
AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES				13 355 225 725
▪ Titres & Obligations	7 352 648 819		7 352 648 819	
▪ Prêts au personnel et autres	244 559 839		244 559 839	
▪ Dépôts et cautionnements	3 744 397		3 744 397	
▪ Titres de participation	5 225 457 170	5 333 664	5 220 123 506	
▪ Espèces chez les cédantes	515 864 979		515 864 979	
▪ Frais de prospection	18 284 185		18 284 185	
	13 360 559 389		13 355 225 725	
PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES				6 952 048 657
▪ Provisions de primes	131 498 312		131 498 312	
▪ Provisions pour sin. à payer	6 820 550 345		6 820 550 345	
	6 952 048 657		6 952 048 657	
VALEURS RÉALISABLES ET DISPONIBLES				13 682 458 659
▪ Comptes courants cessionnaires	3 790 428 476		3 790 428 476	
▪ Comptes courants cédants	351 224 248		351 224 248	
▪ Comptes courants coassureurs	143 895 079		143 895 079	
▪ Créances sur les assurés	955 352 447		955 352 447	
▪ Personnel	7 195 232		7 195 232	
▪ ÉTAT	328 759 095		328 759 095	
▪ Filiales	120 598 372		120 598 372	
▪ Débiteurs divers	660 513 940	3 544 169	656 969 771	
▪ Comptes de régularisation ACTIF	592 037 996		592 037 996	
▪ Banques CCP et titres échus	6 731 830 314		6 731 830 314	
▪ Caisses	4 167 629		4 167 629	
	13 686 002 828		13 682 458 659	
TOTAL GÉNÉRAL				35 926 513 261

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015

PASSIF		
DÉSIGNATIONS	MONTANTS	TOTAUX PARTIELS
CAPITAUX PROPRES ET RÉSERVES		4 611 226 072
▪ Capital social	1 440 000 000	
▪ Réserves légales	341 514 788	
▪ Réserves facultatives	2 147 040 452	
▪ Réserves spéciales	600 000 000	
▪ Report à nouveau	82 670 832	
	4 611 226 072	
DETTES À LONG ET MOYEN TERMES		6 061 618 182
▪ Dettes pour espèces remises par réassureurs	6 061 618 182	
PROVISIONS TECHNIQUES		20 649 631 267
▪ Provisions de primes	3 963 275 475	
▪ Provisions pour sin. à payer	16 686 355 792	
	20 649 631 267	
DETTES À COURT TERMES		3 480 866 083
▪ Comptes courants des cessionnaires	1 625 981 674	
▪ Comptes courants coassureurs	93 240 949	
▪ Apporteurs (commissions dues)	298 736 411	
▪ Personnel	3 187 695	
▪ ÉTAT	1 119 183 947	
▪ Dividendes	31 500	
▪ Crédoeurs divers	51 940 241	
▪ Comptes de régularisation PASSIF	35 810 290	
▪ Fournisseurs	252 753 376	
	3 480 866 083	
RÉSULTAT NET		1 123 171 657
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	1 123 171 657	
TOTAL GÉNÉRAL		35 926 513 261

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en conformité avec les dispositions légales, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SONAR-IARD ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

ÉTATS FINANCIERS SOUMIS À NOTRE AUDIT

Les états financiers soumis à notre audit ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre société et font apparaître des capitaux propres s'élevant à 4 611 millions de FCFA et un bénéfice net de l'exercice de 1 123 millions de FCFA.

Ces états financiers ont été établis comme l'exercice précédent en application des règles et méthodes édictées par le Code des Assurances et l'OHADA.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Direction Générale de la SONAR-IARD est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Code des Assurances et l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- la révision des comptes ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la Société SONAR-IARD arrêtés au 31 décembre 2015, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

3. RESPECT DES RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA

3.1. Marge de solvabilité

La marge de solvabilité de la SONAR-IARD au 31 décembre 2015 est excédentaire de 4 645 159 746 FCFA.

3.2. Couverture des engagements réglementés

Les engagements sont couverts à 116,61%.

Fait à Ouagadougou, le 10 avril 2015



Le Commissaire aux Comptes
Rosette C. RIFFARD NACRO

Expert-comptable diplômée Inscrite au Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso (ONECCA)
Commissaire aux comptes des sociétés
Expert près des Tribunaux de Ouagadougou

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Etabli en application des dispositions des articles 438 et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions des articles 438 à 448 de l'acte uniforme du traité de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et de Groupements d'Intérêt Economique (GIE) :

- toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints ;
- toute convention entre une société et un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un administrateur, un directeur général, un directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs, le directeur général, le directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général, directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante, doivent être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui doit en aviser le Commissaire aux comptes.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas été informés de la conclusion d'une convention au cours de l'exercice 2015.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE SOUS REVUE

La convention d'assistance technique conclue entre la SONAR-IARD et la SONAR-VIE le 1^{er} janvier 2001 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2015 a produit les effets ci-après :

CONVENTION	EFFETS PRODUITS AU COURS DE L'EXERCICE 2015
Convention d'assistance technique	110 979 786
TOTAL	110 979 786

Fait à Ouagadougou, le 29 avril 2016



Le Commissaire aux Comptes
Rosette C. RIFFARD NACRO

Expert-comptable diplômée Inscrite au Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso (ONECCA)
Commissaire aux comptes des sociétés
Expert près des Tribunaux de Ouagadougou

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 13 MAI 2016 (COMPTES - EXERCICE 2015)

► PREMIÈRE RÉOLUTION : APPROBATION DES COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL OUAGA 2000 à Ouagadougou, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2015 et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur le bilan de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En outre, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 28 des statuts de la société, prend acte dudit rapport.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► DEUXIÈME RÉOLUTION : AFFECTATION DES RÉSULTATS

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL OUAGA 2000 à Ouagadougou, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter de la manière suivante les résultats de l'exercice :

Bénéfice de l'année 2015	1 123 171 659
Dotation à la réserve légale (10% du bénéfice)	0
Solde restant	1 123 171 659
Report à nouveau de l'exercice précédent	82 670 832
Bénéfice distribuable	1 205 842 491
Dividende brut (2 800 x 144 000)	403 200 000
› dont IRVM de 12.5% de 403 200 000)	50 400 000
Dividende net (2 450 x 144 000)	352 800 000
Solde restant	802 642 491
Réserves spéciales des plus values nettes à long terme	600 000 000
Réserves facultatives	100 000 000
Report à nouveau	102 642 491

Les dividendes seront mis en paiement à partir du jeudi 19 mai 2016.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **TROISIÈME RÉOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE SONAR DE L'EXERCICE 2015**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL OUAGA 2000 à Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés du Groupe SONAR de l'exercice 2015, comptes certifiés par le Commissaire aux Comptes, approuve lesdits compte.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **QUATRIÈME RÉOLUTION : APPROBATION DU CODE DES PLACEMENTS DE LA SONAR-IARD**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL OUAGA 2000 à Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport sur le Code des placements de la SONAR-IARD, approuve ledit Code.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **CINQUIÈME RÉOLUTION : RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL OUAGA 2000 à Ouagadougou décide de rémunérer les Conseils d'Administration Extraordinaires. Pour ce faire, le montant annuel des rémunérations des Administrateurs est porté à **cinquante huit millions deux cent quatre vingt cinq mille sept cent vingt deux (58 285 722) francs CFA.**

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **SIXIÈME RÉOLUTION : POUVOIRS POUR FORMALITÉS**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL OUAGA 2000 à Ouagadougou, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès Verbal constatant ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE RELATIVE À L'AUGMENTATION DU CAPITAL

► PREMIÈRE RÉOLUTION : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

L'Assemblée Générale Extraordinaire de SONAR-IARD, tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL Ouaga 2000 à Ouagadougou, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Commissaire aux comptes, décide d'augmenter le capital social de la société afin de le porter de un milliard quatre cent quarante millions (1.440.000.000) de francs CFA divisé en 144 000 actions de 10 000 francs CFA entièrement libérés à la somme de deux milliards huit cent quatre vingt millions (2 880 000 000) de francs CFA par la création de 144 000 actions nouvelles d'un montant nominal de 10 000 francs CFA par incorporation de réserves.

Les 144 000 actions nouvelles seront gratuitement attribuées aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne.

Les actions nouvelles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► DEUXIÈME RÉOLUTION : MODIFICATION DES STATUTS LIÉE À L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

L'Assemblée Générale Extraordinaire de SONAR-IARD, tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL Ouaga 2000 à Ouagadougou, en application de la résolution portant augmentation du capital social de la société et conformément aux dispositions du Code CIMA et de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique modifie comme suit les statuts de la société:

Les articles 6 et 7 anciens des statuts de SONAR-IARD sont remplacés par deux nouveaux articles 6 et 7 rédigés comme suit :

► ARTICLE 6 : APPORTS

« Lors de la constitution de la société et des augmentations de capital, il a été fait des apports en numéraire d'un montant total de deux milliards huit cent quatre vingt millions (2 880 000 000) de francs CFA.

Les sommes correspondantes ont été déposées, pour le compte de la société, conformément aux dispositions légales ».

► ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme deux milliards huit cent quatre vingt millions (2 880 000 000) de francs CFA. Il est divisé en deux cent quatre vingt huit mille actions d'une seule catégorie de dix mille francs de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 288.000.

Toutes les actions sont entièrement libérées ».

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **TROISIÈME RÉOLUTION : MISE EN CONFORMITÉ DES STATUTS AVEC LES DISPOSITIONS UNIFORME DE L'ACTE OHADA**

L'Assemblée Générale Extraordinaire de SONAR-IARD, tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL Ouaga 2000 à Ouagadougou, décide de procéder à l'harmonisation des statuts conformément aux nouvelles dispositions de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, adoptées le 30 janvier 2014 à Ouagadougou.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **QUATRIÈME RÉOLUTION : POUVOIRS POUR MISE À JOUR DES STATUTS**

L'Assemblée Générale Extraordinaire de SONAR-IARD, tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL Ouaga 2000 à Ouagadougou, confère tous pouvoirs à Maître E. Noel BAYALA, notaire à Ouagadougou, à l'effet de procéder à la mise à jour des statuts et accomplir les formalités subséquentes.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

► **CINQUIÈME RÉOLUTION : POUVOIRS POUR FORMALITÉS LÉGALES**

L'Assemblée Générale Extraordinaire de SONAR-IARD, tenue le 13 mai 2016 au LAÏCO HOTEL Ouaga 2000 à Ouagadougou, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.



Politique Qualité et Engagement de la Direction

La **SONAR-IARD**, fidèle à sa noble mission de protection des personnes et des biens à travers des opérations d'assurances, entend consolider son leadership au plan national et s'affirmer au plan régional par une certification de son système de management selon la norme **ISO 9001 version 2008**. Pour cela, dans sa quête permanente de l'excellence, la **SONAR-IARD** a construit sa stratégie autour des axes suivants :

- ▶ **satisfaire et fidéliser** ses clients notamment en mettant à leur disposition des produits d'assurances parfaitement adaptés à leurs besoins et toujours respecter ses engagements contractuels en cas de survenance de sinistre ;
- ▶ **améliorer** continuellement la qualité de ses services et prestations ;
- ▶ **renforcer** sa solidité financière, son équilibre financier et sa rentabilité par une gestion saine des primes collectées ;
- ▶ **renforcer** ses liens de travail avec l'ensemble des partenaires ;
- ▶ **améliorer** la satisfaction du capital humain par la motivation, la responsabilisation, et le développement des compétences.

Ces axes visent, tout en respectant les normes légales et réglementaires, à garantir à nos clients une satisfaction totale. Convaincu que faire de la qualité est un facteur clé de succès, et partant un levier constant d'amélioration de la qualité de service qui nous procure un avantage concurrentiel sur le marché des assurances, j'appelle chaque collaborateur, quel que soit son niveau de responsabilité, à s'approprier cette démarche qualité et à s'investir pleinement pour la réalisation de notre vision.

Je vous invite par conséquent, pour garantir la réussite totale de cette démarche, à vous appuyer sur nos valeurs que sont le leadership, le professionnalisme, la transparence, la responsabilité et l'émulation.

Je m'engage, sans réserve, à déployer toutes les ressources pour la mise en œuvre et le suivi de notre Système de Management de la Qualité.

Un comité de pilotage de ce grand projet d'entreprise a été mis en place afin d'assurer un fonctionnement optimisé du Système de Management de la Qualité. J'ai missionné un Responsable Qualité qui me rendra compte de son efficacité et des besoins d'amélioration.

A cet effet, il sera organisé, au moins une fois par an, une revue de direction pour assurer l'efficacité et l'amélioration continue de notre Système de Management de la Qualité.

Fait à Ouagadougou, le 30 juin 2015

Le Directeur Général



Dénis OUEDRAOGO

